

Dialogue de Doha : les coulisses des dernières tractations avec les politico-militaires

Après plus de quatre mois d'âpres négociations, le gouvernement tchadien et les principaux groupes politico-militaires devraient se mettre prochainement d'accord sur un texte commun, prélude à l'organisation du dialogue national au Tchad dont l'issue demeure incertaine.



Les politico-militaires tchadiens sont accueillis à Doha depuis le 13 mars. © Karim Jaafar/AFP

Le dernier texte de la médiation qatarie a été transmis le 29 juin au soir par les services de **Mohammed bin Ahmed al-Misnad**, conseiller à la sécurité de l'émir **Tamim bin Hamad al-Thani**, aux 52 groupes politico-militaires tchadiens accueillis à Doha depuis le 13 mars. Ce document est théoriquement celui sur lequel les différentes parties devraient enfin s'accorder d'ici à la fin de cette semaine - après quelques dernières menues retouches. Suite à quasiment quatre mois de longs et parfois laborieux échanges de textes entre les rebelles, la médiation qatarie et la délégation représentant le gouvernement tchadien, il n'y aurait ainsi plus aucune raison bloquant la signature à Doha d'un accord. La date n'est pas encore déterminée, mais celle-ci devrait avoir lieu après la fête de l'Aïd al-Adha (9 au 13 juillet) en présence du patron de la junte, **Mahamat Idriss Déby**, dit "**Kaka**".

Si certaines inconnues demeurent sur le sort du numéro un du **Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT)**, **Mahamat Ali Mahdi**, et sur la volonté de son mouvement à signer, le sort de **Timan Erdimi** de l'**Union des forces de la résistance (UFR)** - au Qatar depuis une décennie suite à un accord Soudan-Tchad - semble s'être débloqué. Il pourrait ainsi rentrer au Tchad dans les prochaines semaines. Certains mouvements minoritaires pourraient ne pas signer, mais sans que cela ne remette en cause le processus.

Multiples concessions

Avec l'aide de l'ancien médiateur conjoint des **Nations unies** et de l'**Union africaine (UA)** pour le Darfour, le Burkinabé **Djibrill Yipènè Bassolé** - arrivé début juin - et le conseiller du président nigérien **Moustapha Chafi** (AI du [31/05/22](#)), la médiation qatarie a accéléré le processus ces dernières semaines afin de ne pas retarder davantage la tenue du dialogue inclusif de N'Djamena prévu initialement le 10 mai et repoussé *in extremis* par Kaka. L'urgence de conclure a encore été évoquée lors des discussions entre le président français **Emmanuel Macron** et l'émir du Qatar à l'occasion de leur rencontre mi-juin à l'Elysée.

Missionné par Kaka pour défendre les intérêts du gouvernement de transition à Doha, le ministre des affaires étrangères **Mahamat Zene Chérif** a, ces derniers jours, accepté de nombreux compromis pour aboutir à un texte. L'un d'entre eux est la mention de tous les sujets à traiter lors du dialogue inclusif, comme la très délicate non-éligibilité des membres du **Conseil militaire de transition (CMT)** lors d'échéances électorales à l'issue de la transition. Le financement du

programme de désarmement, démobilisation, réintégration (DDR) des rebelles n'est pas encore totalement ficelé, mais le Qatar s'engage depuis le début à en être l'un des principaux contributeurs. Afin d'accroître la légitimité du texte de Doha, le Qatar devrait associer et inscrire noir sur blanc l'Union africaine, l'**Union européenne**, la France, les Etats-Unis ainsi que les pays frontaliers (Cameroun, Niger, Nigeria, Libye, Soudan) ainsi que celle du Togo, comme co-garants de son application.

Départs à la présidence

La transition, initialement prévue pour une durée de dix-huit mois, arrivera à son terme en octobre. Le CMT devrait donc s'appuyer sur les résultats du dialogue inclusif qui pourrait s'ouvrir dans la capitale tchadienne entre août et septembre. Après le remplacement fin février du secrétaire général de la présidence (SGP) **Moussa Kadam** par **David Houdeingar Ngarimaden**, celui en avril du directeur de cabinet du président **Abdoulaye Sabre Fadoul** par **Abdelkarim Idriss Déby** dit "**Karimo**", le plus proche collaborateur et secrétaire particulier du chef de l'Etat, **Idriss Youssouf Boy**, a été démis de ses fonctions. Ce poste est depuis le 23 juin dans les mains d'un autre proche de Kaka : **Ismaël Souleymane Lony** (AI du [24/06/22](#)).

© Copyright Africa Intelligence.

Reproduction et diffusions interdites (photocopies, intranet, web) sans autorisation écrite - 109706842.0



Publication éditée par le groupe Indigo Publications (Paris)
Publié sur AfricaIntelligence.fr (Commission paritaire 1225 Y
90644)